

# Assemblée Générale Département de Mathématiques d'Orsay

**10 minutes informatives généralistes**

BIBLIOTHÈQUE MATHÉMATIQUE JACQUES HADAMARD  
UMS 1786 DU CNRS

- I. Contexte récent ; historique explicatif**
- II. Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Autriche**
- III. Chiffres éloquents : Paradise paperticles**
- IV. Éditions vertueuses et recommandations**
- V. Garanties en cas de désabonnement**

**Mardi 28 novembre 2017**

- **Question**

*Positionnement d'Orsay vis-à-vis  
d'un désabonnement au bouquet de revues Springer-Nature ?*

- **Acronymes**

BJH = Bibliothèque mathématique Jacques Hadamard

SCD = Service Central de la Documentation

- **Acteurs**

COUPERIN

[The Boss ! To defined later !]

BJH

SCD

# I. Contexte récent ; historique explicatif

- **Dépenses documentaires**

Euphorie électronique → Inflation des coûts

- **Avant 1997**

- Crédits alloués à chaque bibliothèque
- Sources : Université, CNRS, CADIST, etc.
- Abonnements à des journaux scientifiques
- Achats de monographies
- Accès réservé (et complexe) à la documentation papier

- **Changements 1997–2001**

[J.-F. Lütz]

- Début des abonnements nationaux à des bouquets de revues électroniques

- Licences nationales
- Groupements de commandes
- Titres gagés
- Création du consortium COUPERIN

- **Titres gagés**

- △ Chaque bibliothèque s'engage sur sa liste de titres « gagés »
- △ Il lui est interdit de se désabonner d'un titre
- △ Elle peut échanger des titres, mais en maintenant stable la facture payée à l'éditeur commercial

- **Bouquets de revues électroniques**

- △ Bouquets, portails, agrégations (de revues)
- △ Privés, publics, d'accès gratuit ou payant

- △ Critères de choix thématiques ou éditoriaux
- △ Tendances résultant de la concentration des éditeurs scientifiques
- △ Elsevier : 2500 titres
- △ Springer Nature : 1185 titres
- △ Modèle économique payant
- △ Achat de licence auprès du producteur

Du point de vue commercial, la vente en bouquet (big deal) implique un phénomène de « vente liée », sans possibilité d'achat titre à titre.

Cette pratique oblige les bibliothèques à s'abonner à un ensemble de revues, dont certains titres sont peu consultés, voire inutiles.

Il existe également des regroupements de revues émanant d'institutions publiques : Ministère de la Recherche, CNRS en France, ou de sociétés savantes : American Chemical Society, SMF.

- **Licences nationales**

- △ Archives de revues, corpus numérisés, ebooks

- △ Librement disponibles pour la communauté française de l'enseignement supérieur et de la recherche

- △ Les licences nationales consacrent un droit d'accès à des ressources électroniques (natives ou numérisées) étendu à une vaste communauté selon des modalités strictement identiques.

- **Période euphorique 2001–2012**

- Arme de séduction massive

- Simplicité

□ Ubiquité

□ Instantanéité

□ Accès électronique ouvert, au niveau national, financièrement décorrélé des bibliothèques

● **Analogie récréative avec le commerce de stupéfiants**

[J.-F. Lütz]

△ Produit largement distribué

△ Tarifs très attractifs

△ Création d'une accoutumance chez le client

△ Capture mécanique du marché

△ Augmentation usurière des prix

△ Dépendance accrue du client

△ Sentiment d'indispensabilité du produit

## ● Consortium COUPERIN

- **1999** : Création
- **2000** : Première signature d'un groupement de commandes
- **2001** : Couperin fédère les consortiums thématiques de l'enseignement supérieur et rassemble plus de 100 établissements
- **2008** : Cellule e-books
- **2010** : Études sur les coûts, bénéfices et contraintes de la mutualisation des ressources électroniques
- **2012** : Lancement du projet ISTEX
- **2013** : Objectif 100% des publications issues de la recherche publique sur fonds publics doit apparaître dans des archives ouvertes



- **2016** : Mobilisation de Couperin, de l'ADBU, du CNRS, afin que la *Loi pour une république numérique* intègre deux articles favorables à l'Open Access et au TDM.

- **Statut de COUPERIN**

- △ Association à but non lucratif financée par les cotisations de ses membres, et subventionnée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

- **Missions de COUPERIN**

- △ Recueillir et analyser les besoins documentaires

- △ Évaluer, négocier, et organiser l'achat de ressources documentaires numériques au bénéfice de ses membres

- △ Contribuer à clarifier et à faire évoluer les relations contractuelles avec les éditeurs

△ Œuvrer à l'amélioration de la communication scientifique et favoriser la mise en place de systèmes non commerciaux

- **Manifeste de COUPERIN**

Les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche ont entrepris de se regrouper pour promouvoir une **politique concertée et coordonnée d'acquisition** et de diffusion de L'Information Scientifique et Technique.

Couperin reconnaît le rôle positif et déterminant exercé de tous temps par les éditeurs scientifiques, mais **refuse le diktat** de certains groupes mondiaux aux visées monopolistiques.

- **Le temps des questionnements 2012–2018**

- Fuite en avant
- Autonomie (relative) des universités
- Tension croissante sur les budgets

Accès en-dehors des institutions : Sci-Hub, Lib-Gen, B-OK, etc.

Initiatives Open Access

● **Sandrine Malotaux 1 (20 septembre 2017)**

Consortium Couperin : Comité de négociateurs avec Springer

Bouquet Springer : 1185 revues

Septembre 2017 : Rapport de Sandrine Malotaux sur les propositions de Springer pour 2018–2020

● **1) Offre renouvellement « classique »**

Augmentation : + 3% par an pendant 2 ans

7 établissements ont mis fin à leur contrat Couperin en 2016

Réduction de - 30% aux établissements qui reviennent

● **2) Offre « thématique »**

- Répartition en 4 collections

- △ Sciences dures : 142 revues

- △ Sciences techniques : 377

- △ Sciences médicales : 414

- △ Sciences humaines et sociales : 251

- Conditions d'application :

- △ Retour d'au moins 5 parmi 7 établissements

- △ Aucune résiliation de la part des établissements actuels

- **3) Offre « titre à titre »**

- Augmentation : + 4,5% par an

- **Avis des négociateurs Couperin**

Les négociateurs et le comité technique représentant des chercheurs-utilisateurs considèrent que les offres actuelles ne sont pas acceptables car encore d'un coût trop élevé. Springer table sur le caractère « incontournable » de son produit pour maintenir ses prix à la hausse.

### ● Article Processing Charges

Aujourd'hui le modèle économique des APC (Articles processing charges = frais de publication) se développe de plus en plus notamment à l'initiative des éditeurs privés, et cela y compris pour les SHS.

### ● Modèle économique

- Les gouvernements paient directement aux éditeurs les frais de publication
- Tous les articles paraissent en accès libre dans le monde entier
- Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Autriche : acté
- Allemagne, Norvège, Finlande : en cours

### ● Gold Open Access (Voie Dorée)

Publication tarifée dans une revue en libre accès

Fourchette de coût des APC (par article) :

△ 1000 – **5000** €

● **Publications hybrides**

Elsevier, Springer, Wiley, Taylor & Francis, Kluwer, etc. proposent des revues « hybrides »

Multiplication par 2 des coûts

△ Coût lecteur : Abonnement des bibliothèques à la revue

△ Coût auteur : Coût supplémentaire pour diffusion Open Access de son article

L'auteur paie rarement ces APC.

△ Laboratoire, UFR, ANR, ERC, paient

△ **L'institution publique paie donc deux fois !**

△ Abonnement à la revue (bouquet, collection, licence nationale)

△ Frais de publication ou APC



□ Les éditeurs sont gagnants sur deux tableaux !

□ De surcroît, les APC moyens sont plus élevés (2014)

△ dans les revues hybrides : **2 727 \$**

△ que dans les revues full open access : **1 418 \$**



## ● Problème économique

Mais d'autres questions émergent autour de la validité du modèle économique lui-même et de ces modalités financières. En gros **qui paie, combien** et **pour quoi**, qu'est-ce que cela représente notamment par rapport au **budget des bibliothèques** et des abonnements, avec en toile de fond l'interrogation sur le **glissement possible** du budget abonnement vers ces « frais de publication » en amont.

## ● Étude aux États-Unis

- Pour les institutions produisant le plus, les coûts des APC dépassent les budgets actuels des bibliothèques consacrés aux revues
- La différence peut être couverte par des subventions, qui sont déjà une source importante de financement
- Les auteurs ont un rôle à jouer à travers les subventions de provenance diverses qu'ils reçoivent

# • Walt Crawford, Gold Open Access Journals 2011–2015

**APCLand**  $\neq$  **OAWorld**

## □ **APCLand :**

- △ 11 éditeurs
- △ 14% des revues
- △ 29 % des articles
- △ **74%** des recettes APC

## □ **OAWorld :**

- △ 5 000 éditeurs
- △ 86% des revues
- △ 71% des articles
- △ **26%** des recettes

## ● **Projekt DEAL Deutschland**

Trois éditeurs scientifiques : Elsevier, Springer Nature, Wiley couvrent 55% du marché des bibliothèques en Allemagne (2016).

□ En 2017, ont annulé leur contrat avec Elsevier :

△ 29 Universitäten

△ 47 Hochschulen

△ 29 Forschungseinrichtungen

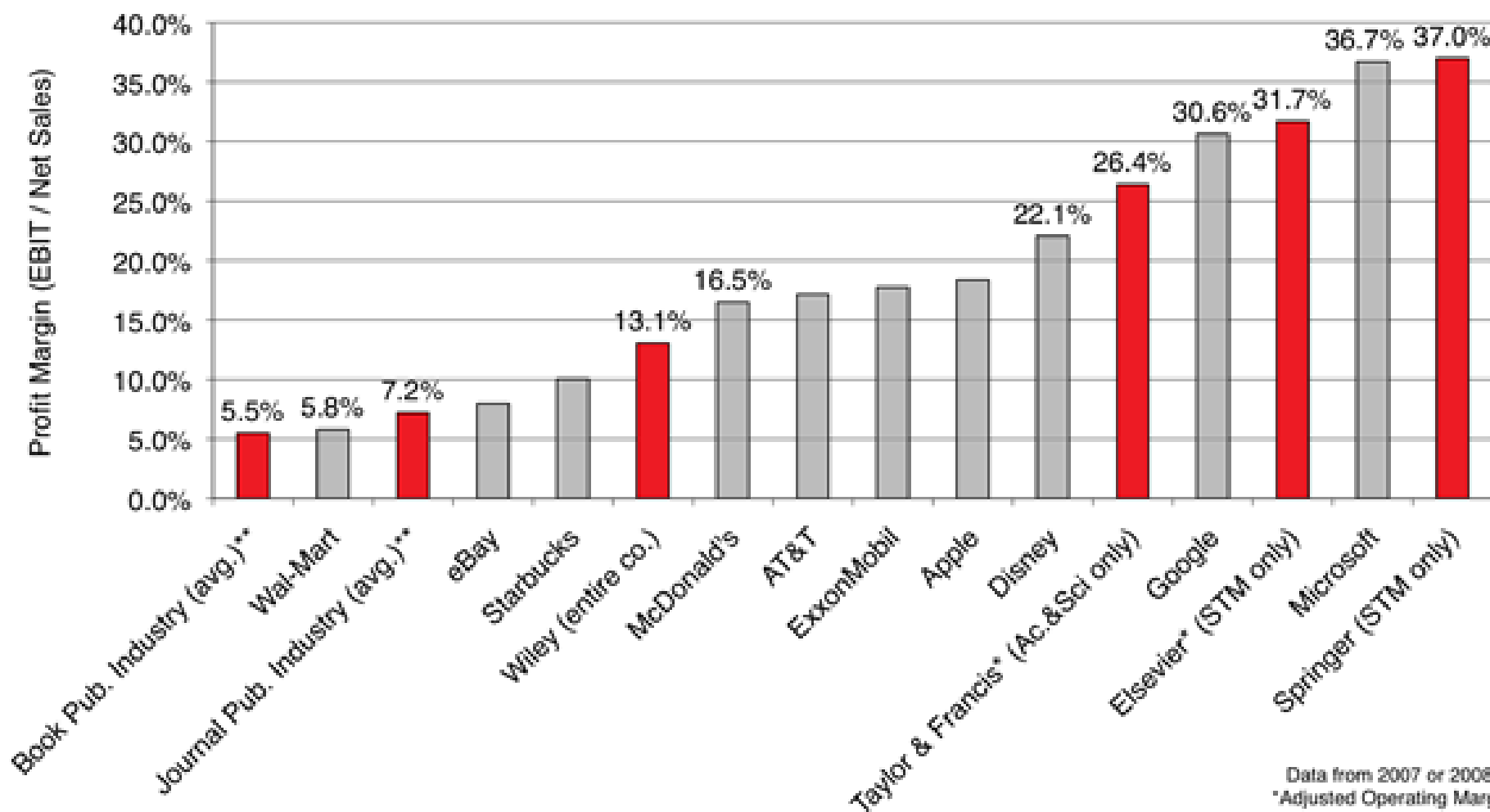
Projekt DEAL : conclude nationwide licensing agreements for the entire portfolio of electronic journals (E-journals) from major academic publishers from the 2017 licence year.

The intention is also to bring about significant change to the status quo in relation to negotiations, content and pricing in the process.

□ De nombreux chercheurs allemands ont **démissionné** de comités éditoriaux de revues Elsevier

# III. Chiffres éloquentes : Paradise paperticles

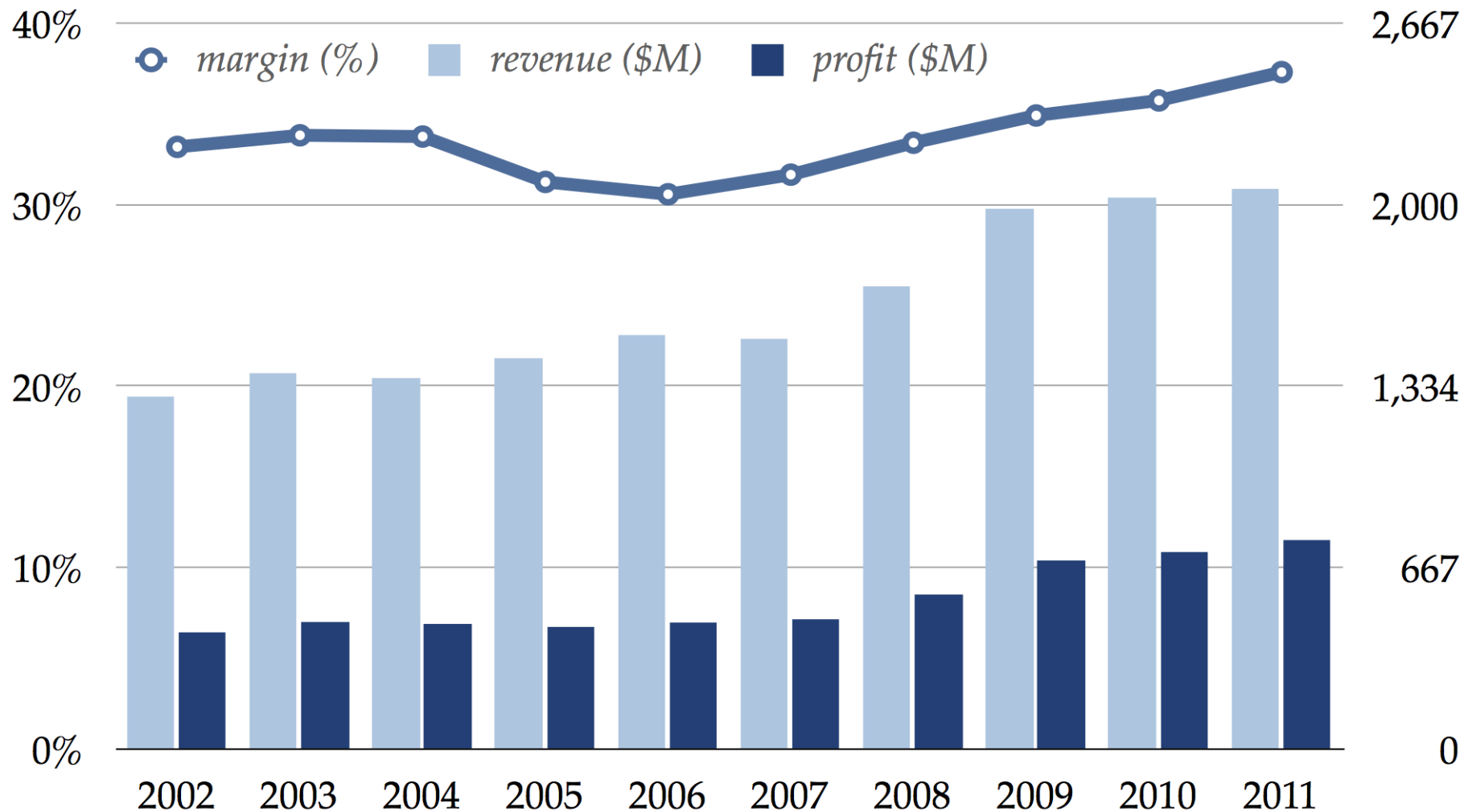
Profit Margins: Journal Publishers v. Other Companies



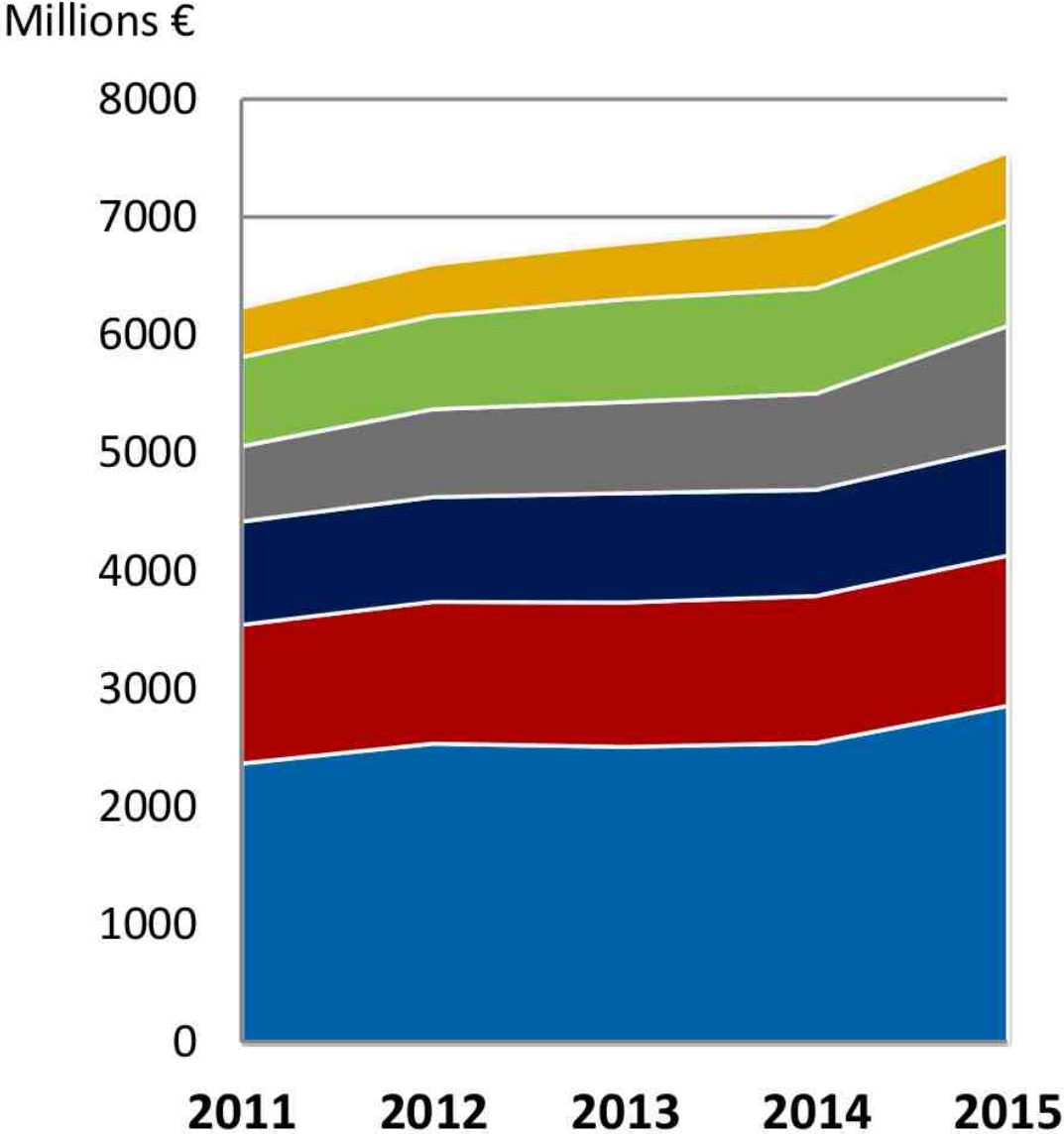
Data from 2007 or 2008.  
 \*Adjusted Operating Margin  
 Data Source: MIT Libraries \*\*RMA Annual Statement Studies, 2007

<i>operating profit</i>	<i>company</i>	<i>industry</i>
7%	<u>Woolworths</u>	supermarkets, pokies
12%	BMW	automobiles
23%	<u>Rio Tinto</u>	mining
35%	Apple	premium computing
<b>34%</b>	<b>Springer</b>	<b>scholarly publishing</b>
<b>36%</b>	<b>Elsevier</b>	<b>scholarly publishing</b>
<b>40%</b>	<b>Wiley</b>	<b>scholarly publishing</b>

## Elsevier historical profit margin

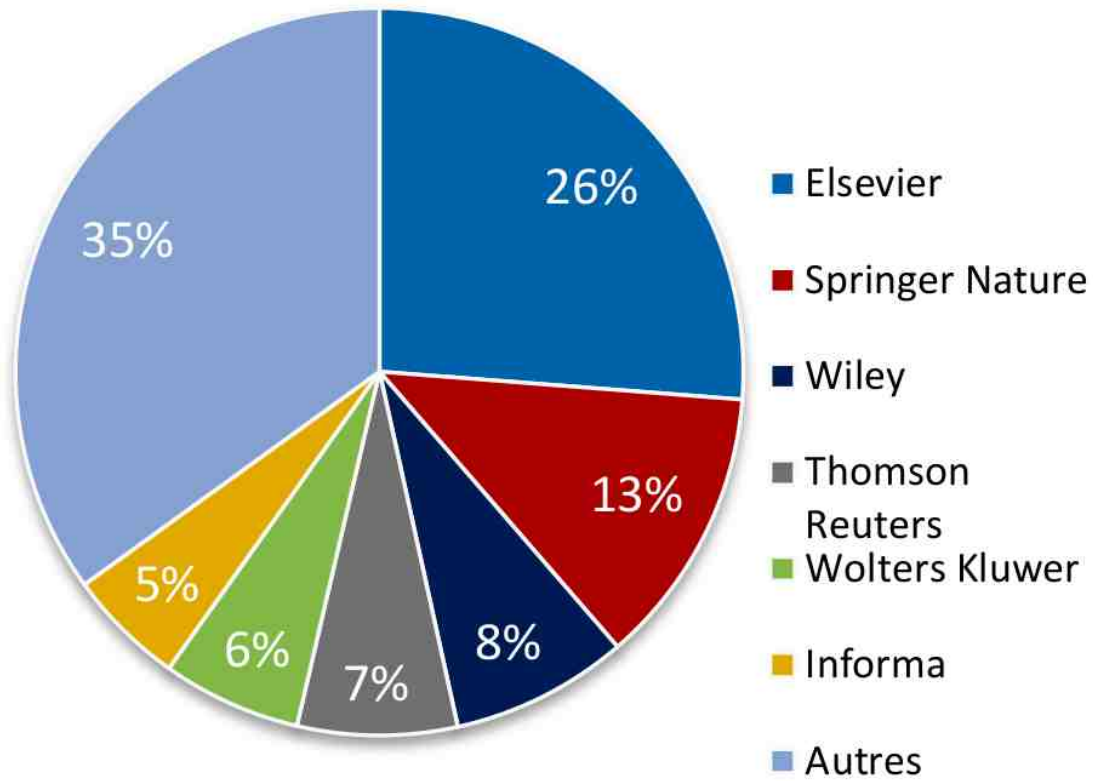


# Progression du CA IST 2011/2015 des 6 plus grands éditeurs



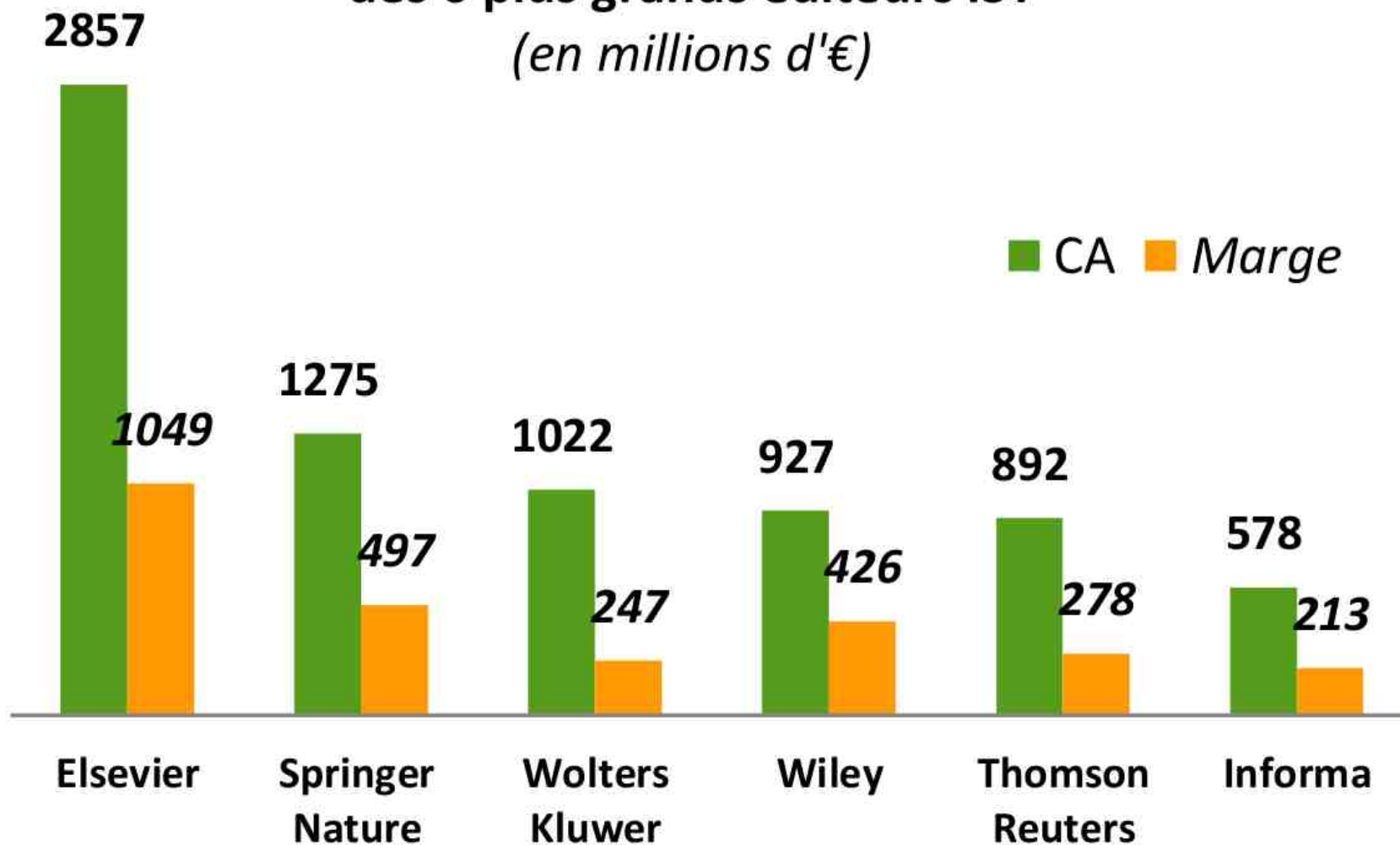
- Elsevier
- Springer Nature
- Wiley
- Wolters Kluwer
- Thomson Reuters
- Informa

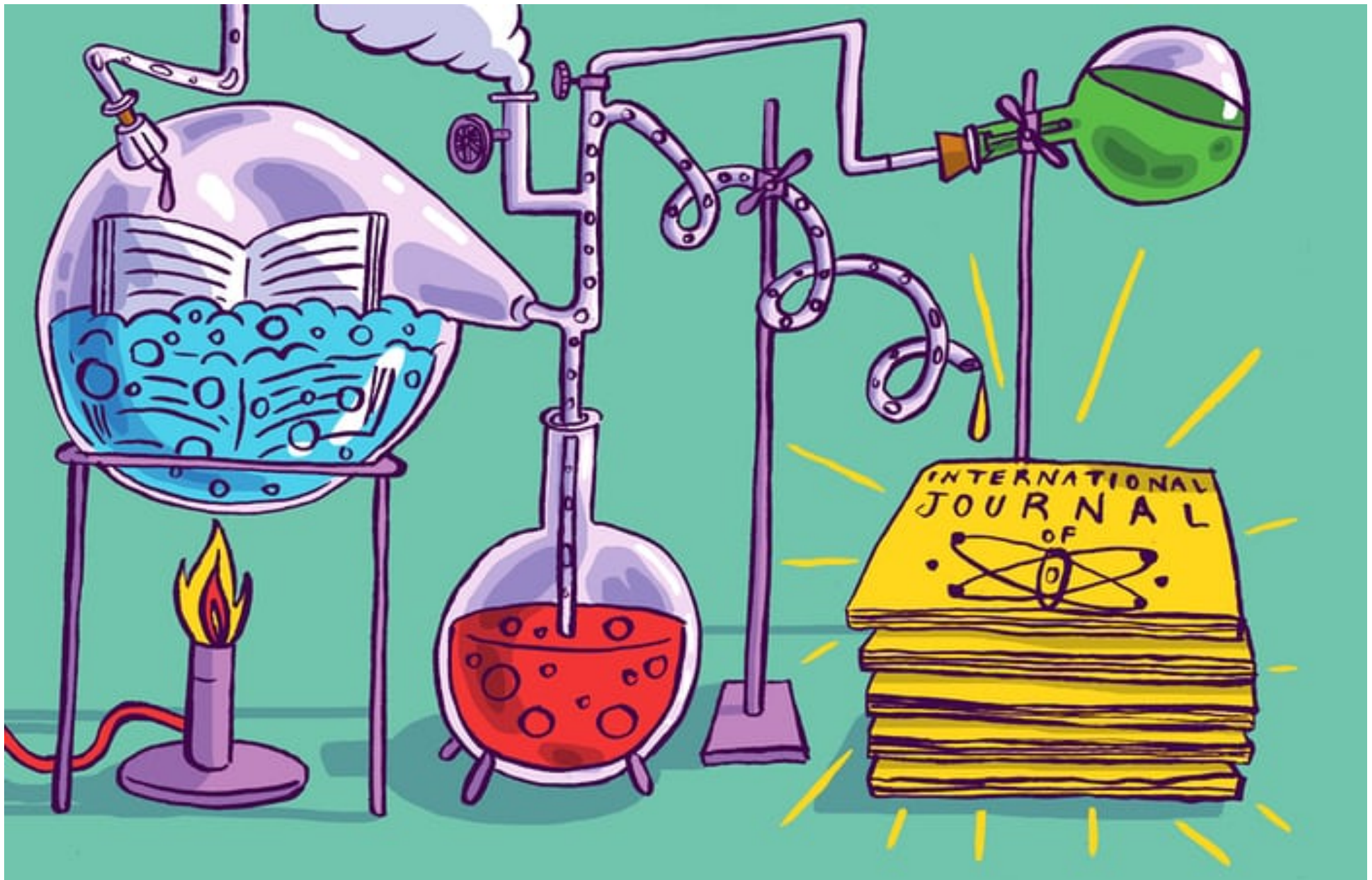
### Part des différents éditeurs dans le profit global des activités IST





## Chiffre d'affaires et marge opérationnelle des 6 plus grands éditeurs IST *(en millions d'€)*







### ● **Horizon 2020 European Commission**

The global shift towards making research findings available free of charge for readers, so-called Open Access, has been a core strategy in the European Commission to improve knowledge circulation and thus innovation. It is illustrated in particular by the general principle for open access to scientific publications in Horizon 2020 and the pilot for research data.

In 2012, the European Commission encouraged all EU Member States to put public-funded research results in the public sphere in order to make science better and strengthen their knowledge-based economy, via a Recommendation.

The European Commission is now moving decisively from Open access into the broader picture of Open science.



- **Loi pour une république numérique**

- **2013** : La législation allemande reconnaît à l'auteur un droit d'exploitation secondaire

- **7 octobre 2016** : Loi pour une république numérique

- △ Favoriser l'ouverture et la circulation des données du savoir

- △ Renforcer le droit des chercheurs à diffuser librement leurs travaux

- △ Respecter les délais d'embargo fixés par l'UE

Lorsqu'un écrit scientifique issu d'une activité de recherche financée au moins pour moitié par des dotations de l'Etat, des collectivités territoriales ou des établissements publics, par des subventions d'agences de financement nationales ou par des fonds de l'Union européenne est publié dans un périodique paraissant au moins une fois par an, son auteur dispose, même après avoir accordé des droits exclusifs à un éditeur, du droit de mettre à disposition gratuitement dans un format ouvert, par voie numérique, sous réserve de l'accord des éventuels coauteurs, la version finale de son manuscrit acceptée pour publication, dès lors que l'éditeur met lui-même celle-ci gratuitement à disposition par voie numérique ou, à défaut, à l'expiration d'un délai courant à compter de la date de la première publication.

Ce délai est au maximum de six mois pour une publication dans le domaine des sciences, de la technique et de la médecine et de douze mois dans celui des sciences humaines et sociales.

La version mise à disposition en application du premier alinéa ne peut faire l'objet d'une exploitation dans le cadre d'une activité d'édition à caractère commercial.

L'article 30 s'applique même après cession à l'éditeur des droits exclusifs d'exploitation

## ● **Recommandations 2016 de l'INSMI**

### **Recommandation au sujet des frais de publication (APC)**

Le Conseil scientifique de l'INSMI recommande aux chercheurs et enseignants-chercheurs des sciences mathématiques, lors de la publication de leurs articles, de ne pas choisir les options qui imposent un paiement (1) pour que les articles soient en accès libre ("Open Access") et surtout, par-dessus tout, lorsqu'il s'agit de revues "hybrides" (2). Nous rappelons qu'il est possible de rendre publiques les versions préliminaires des articles sur des plates-formes comme HAL et arXiv et que la future "Loi pour une République Numérique" fixera les conditions permettant de déposer les versions finales avant publication sur ces plates-formes. En conséquence, nous recommandons de ne pas intégrer de tels frais dans les demandes de financements lorsque celles-ci en offrent la possibilité.

### ● **Green Open Access (Voie Verte) :**

- Déposer systématiquement ses prépublications sur HAL ou sur arxiv.org
- Mettre à jour les versions nouvelles
- Appel de Jussieu



## V. Garanties en cas de désabonnement

- **Hypothèse : Non-renouvellement en Janvier 2018 des abonnements Springer-Nature**

- Garanties d'accès :

- △ **0000–2014** : Accès permanent, via ISTEEX, à toutes les collections Springer de l'an 0000 à l'an 2014

- △ **1996–2011** : Pendant 2 ans, accès sur le site Springer aux 650 titres de la « Master List »

- △ **2012–2017** : Pendant 2 ans, accès aux titres faisant partie du portefeuille gagé de chaque établissement

- **Sandrine Malotaux 2 (Couperin 17 Octobre 2017)**

- Suite à une enquête, 97,5% des membres de Couperin.org ont confirmé donner à Couperin mandat pour négocier une baisse de prix

- Dernière proposition de Springer Nature pour la collection complète de 1185 titres : augmentation de 2.9% par an
- Springer-Nature justifie cette augmentation par la qualité des produits et le développement continu de nouveaux services
- Couperin justifie sa demande de baisse de tarif par l'augmentation importante des contenus en Open Access, déjà constatée en 2016 et 2017, et qui se poursuivra
- Depuis 2016, 4 pays — Grande Bretagne, Pays-Bas, Suède, Autriche — paient, via accord national, 100% de leurs publications en Open Access dans les revues Springer (hybride inclus)
- Allemagne, Norvège, Finlande cherchent à conclure un accord de ce type, vraisemblablement mi 2018
- Il n'est pas concevable d'accepter en France une proposition pluri-annuelle comportant une augmentation tarifaire annuelle, au moment où la part des contenus en open access augmente considérablement :

Environ 15% de la production mondiale des 6 plus grands éditeurs est publiée en Open Access, les APC étant payés dans d'autres pays.

- **Sandrine Malotiaux 3 (AG Couperin 8 Novembre 2017)**

- Risque réel d'une coupure d'accès

- Tous les instituts constituant le CNRS se sont prononcés en faveur d'un objectif de baisse du coût de l'abonnement au risque d'une coupure des accès

- **Dernière proposition Springer**

- 1) Contrat 3 ans, 1400 titres, augmentation 1.5% par an

- 2) Contrat 3 ans, option titre-à-titre, augmentation 2.9% par an

- 3) Contrat 2 ans, 1185 titres, augmentation 1.9% par an

## ● Conclusion actuelle de Couperin

La réduction du coût de l'abonnement au motif de l'augmentation de la part des contenus en open access publiés dans les revues hybrides nous semble plus que jamais pertinente, à la lecture même des communiqués de presse de Springer-Nature.

Lors de nos discussions, Springer reconnaît qu'en 2017, 9% des contenus sont en open access dans les revues Springer.

Notre demande de réduction de prix est justifiée par cette analyse.

## **Rédaction motion AG**

L'assemblée Générale du Département de Mathématiques d'Orsay, réunie le mardi 28 novembre 2017, soutient les contre-propositions des négociatrices du consortium COUPERIN dans leurs pourparlers avec Springer-Nature concernant les réabonnements pour l'année 2018.

Si ces accords échouent, le Département de Mathématiques d'Orsay se désabonnera des revues Springer.